

CLIC
ENTOUR'ÂGE

AIDE AUX AÎNÉS SAUVONS LES CLICS !

PAR CHRISTOPHE ROBERT

© Christophe Robert / Le Jas

Mis en place au début des années 2000, les centres locaux d'information et de coordination (Clic) sont aujourd'hui menacés. Garants d'une indispensable proximité envers les aînés et leurs proches, ces structures locales sont pourtant les plus à même de conjuguer expertise, savoir-faire et écoute en fédérant les acteurs de terrain. Quand le local invite les pouvoirs publics à penser global.

“
L a France doit être à la hauteur des enjeux que méritent ses aînés, notamment les plus fragiles”. C'est en ces termes que l'Association nationale des coordinateurs et coordinations locales (ANCClic) a choisi d'attirer l'attention des candidats à l'élection présidentielle. But de leur appel, faire prendre conscience aux responsables politiques de la nécessité de soutenir et de développer les Centres locaux d'information et de coordination (Clic) au profit des personnes âgées et de leur entourage. Ce dispositif a été créé par la voie d'une circulaire du 6 juin 2000, avant d'être précisé par une autre circulaire en date du 18 mai 2001. À

l'époque, l'objectif était de “créer des lieux regroupant l'ensemble des réponses disponibles dans les domaines social, sanitaire et dans celui de l'habitat en place”. Pari tenu quelques années plus tard, puisqu'en 2008, la France comptait pas moins de 728 de ces structures, réparties un peu partout sur le territoire. Organisées sous forme d'associations, ou dans le giron des centres communaux d'action sociale (CCAS), ces structures, qui bénéficient du soutien de l'État, des départements (dans le cadre de l'action sociale) et des communes, se sont très vite avérées opérationnelles. “Grâce à la souplesse de leur organisation, les Clic ont rapidement constitué un exemple réussi de partenariat au service de l'humanisation des réponses, confirme en ce sens Didier Lesueur, directeur général de

l'Odas, chaque situation étant analysée avec le concours des compétences des différents opérateurs gérontologiques”.

INQUIÉTANTE MENACE

Reste qu'aujourd'hui, le nombre de Clic est retombé en dessous de la barre symbolique des 500 et l'heure est aux inquiétudes. À Cherbourg, à Nice, ou encore à Saint-Denis de La Réunion, les Clic ont tout bonnement été fermés. En Haute-Loire ou en Haute-Vienne, plus aucun Clic et dans l'Indre, un seul Clic et ses deux agents pour l'ensemble du département. Or, ces inquiétudes ont toutes les raisons de croître. En effet, suite à la réduction drastique des financements publics, on parle même aujourd'hui de diviser encore le nombre de Clic par deux, voire par trois dans certains départements. Une situation d'autant plus injustifiable que les Clic permettent au final de réaliser des économies en agissant de manière préventive. “En 2011 déjà, le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie indiquait que le coût des hospitalisations par manque de coordination en amont représentait 2 milliards d'euros”, rappelle Richard-Pierre Williamson, président de l'ANCClic et directeur du Clic Entour'âge à La Roche-sur-Yon. En juillet 2016, la Cour des comptes recommandait, dans son *Rapport sur le maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie*, “de renforcer et de fédérer les lieux d'information et de coordination”. Il y a quelques semaines encore, la CNSA, dans son *Rapport d'évaluation des dispositifs MAIA*, préconisait de “re-légitimer les lieux d'information gérontologiques”. Les pouvoirs publics auraient-ils donc à ce point oublié que les Clic concernent directement 15 millions de personnes âgées auxquelles s'ajoutent quelque 5 millions d'aidants familiaux ainsi que 2 millions de professionnels qui interviennent chaque jour pour aider, soigner, accompagner les plus fragiles ?

LES RAISONS DU DANGER

En réalité, les Clic semblent avoir été victimes du virus du changement permanent. En effet, depuis leur création au début des années 2000, la loi est



Où en sont les Clic ?

Il y a quelques semaines, l'Association nationale des coordinateurs et coordinations locales des Clic (ANCClic) a présenté les résultats d'un premier état des lieux de ces structures au niveau national. Un travail de fourmi dont la méthodologie a été validée par l'EHESP, l'ANAP, la CNSA, l'Andas et l'Odas. On y apprend que les structures sont associatives pour plus de la moitié d'entre elles et labellisées de niveau 3 à près de 80 %. Par ailleurs, les Clic ouvrent en moyenne 1 042 nouveaux dossiers par an pour un coût moyen estimé à 263 euros par dossier. Autre élément essentiel, 30 % des Clic s'adressent dorénavant à un public de moins de 60 ans en situation de handicap.

À La Roche-sur-Yon, le Clic Entour'âge est porté par l'agglomération.

venue changer les règles du jeu en cours de partie. En particulier, la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales est venue confier le pilotage du dispositif aux départements. L'occasion pour certains d'entre eux d'internaliser les Clic au sein de leurs services, parfois un peu à l'improviste. "En 2004, le législateur a transféré trop tôt des Clic encore adolescents à des départements sans accompagnement ni moyens suffisants", analyse sur ce point Richard-Pierre Williamson. "À ce moment-là, on a contribué à créer d'importants écarts entre les départements, dont certains se sont attelés à développer une véritable couverture territoriale au plus proche des besoins alors que d'autres n'ont pas été en mesure de le faire, faisant des Clic une variable d'ajustement", poursuit le président de l'ANCClic. "Mais surtout, estime le responsable, il aurait été nécessaire d'effectuer une réelle évaluation nationale des dispositifs existants avant de remettre en cause leur mode de fonctionnement". "Cessons de vouloir sans cesse remplacer les dispositifs qui fonctionnent très bien sur le terrain !", surenchérit Geneviève

Poirier-Coutansais, adjointe au maire de La Roche-sur-Yon en charge des personnes âgées, de la santé des solidarités et des relations inter générationnelles. Sa commune fait partie des précurseurs dans la mise en place d'un Clic aujourd'hui porté par l'agglomération. Pour cette ancienne directrice des soins hospitaliers, "à Paris, on ne sait pas ce qui passe dans nos territoires. Les contextes sociologiques et les réponses à mettre en place ne sont pas les mêmes sur l'ensemble du territoire. Faisons confiance aux professionnels de terrain !".

LA RIPOSTE LOCALE

En effet, la conviction de ces acteurs médico-sociaux de terrain est telle qu'ils n'hésitent pas à multiplier les initiatives pour consolider le rayonnement de leurs structures. C'est le cas du Clic Entour'âge à La Roche-sur-Yon qui a choisi d'aller beaucoup plus loin que la seule mission d'accueil et d'information des aînés et de leurs proches (plus de 2 200 dossiers individuels traités en 2016). Entour'âge mise aussi sur la prévention et le soutien aux proches aidants. "Aider les aidants, c'est aider la personne âgée", aime-t-on à rappeler ici. Une réponse concrète à des besoins réels, surtout. À La Roche-sur-Yon, 26 % des demandes seulement proviennent directement des personnes âgées, car près du double (47 %) des personnes franchissant le seuil du Clic sont des membres de la famille, des amis, des voisins ou des proches. Concrètement, le Clic leur apporte des réponses aussi graduées que diversifiées : de la rencontre avec un psychologue pour "déballer son sac", aux modules de formation sur la maladie d'Alzheimer, à la communication et la gestion des émotions avec un parent malade, en passant par des groupes d'échanges entre aidants. "Car c'est bien parce que la recherche d'une solution adaptée, au cas par cas, aux besoins des plus fragiles constitue malheureusement un véritable parcours du combattant que les Clic sont indispensables", précise Richard-Pierre Williamson. Ailleurs, les Clic prouvent encore leur capacité à fédérer d'autres dispositifs tels que les réseaux, Maia, Paerpa, PTA, plateformes de répit. Certains Clic sont ainsi devenus des lieux d'accueil et d'information pour le public aussi bien âgé qu'handicapé comme en Loire-Atlantique ou encore en Ille-et-



"Les élus doivent être convaincus de la nécessité de coordination des acteurs du social et du médical autour des personnes âgées", considère Geneviève Poirier-Coutansais, adjointe au maire de La Roche-sur-Yon.

Vilaine. À Paris, baptisés “Points Paris Emeraude” (PPE), des Clic sont accueillis au sein de l’hôpital Rothschild, en partenariat avec la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon.

À Moulins, dans l’Allier, après avoir subi une baisse de 20 % de sa subvention départementale, le directeur du Clic, Pierre Jomier, a choisi de saisir l’opportunité ouverte par la création des plateformes territoriales d’appui à la coordination (PTA) pour mettre en valeur le savoir-faire des Clic. “Nous croyons en la logique de parcours de vie”, considère Pierre Jomier, qui prend soin de souligner que “la force d’un Clic n’est pas d’être un porte étendard mais de savoir fédérer les différents partenaires”. Alors, avec la mairie de Moulins, l’hôpital, l’institut de formation de la Croix Rouge, les CCAS et des associations comme France Alzheimer, il a mis en place une solution de répit pour les aidants avec l’aide d’étudiants qui viennent à domicile pour permettre aux aidants de souffler le temps d’une soirée. “C’est bien la dynamique de synergie entre les partenaires qui permet ce genre d’action. Tout le monde a mouillé sa chemise pour que cela marche, et cela marche !”, constate le directeur.

Dans le Clic de la Communauté de communes d’Erdre et Gesvres, “on propose, avec un service de niveau 3 et un service de niveau 2, la mise en place de points d’information en relais de la MDPH”,

Clic à niveaux

En pratique, les Clic sont classés en fonction des missions qu’ils exercent :

NIVEAU 1 : le Clic informe la personne âgée et son entourage et les oriente vers les services et les solutions localement disponibles. Il facilite les démarches à entreprendre (demande d’Apa...);

NIVEAU 2 : le Clic complète ses missions par l’évaluation de la situation et des besoins de la personne et par l’élaboration d’un plan d’aide individuel;

NIVEAU 3 : en plus des missions de niveau 1 et 2, le Clic assure le suivi et la coordination du plan d’aide personnalisé en collaboration avec les intervenants extérieurs.



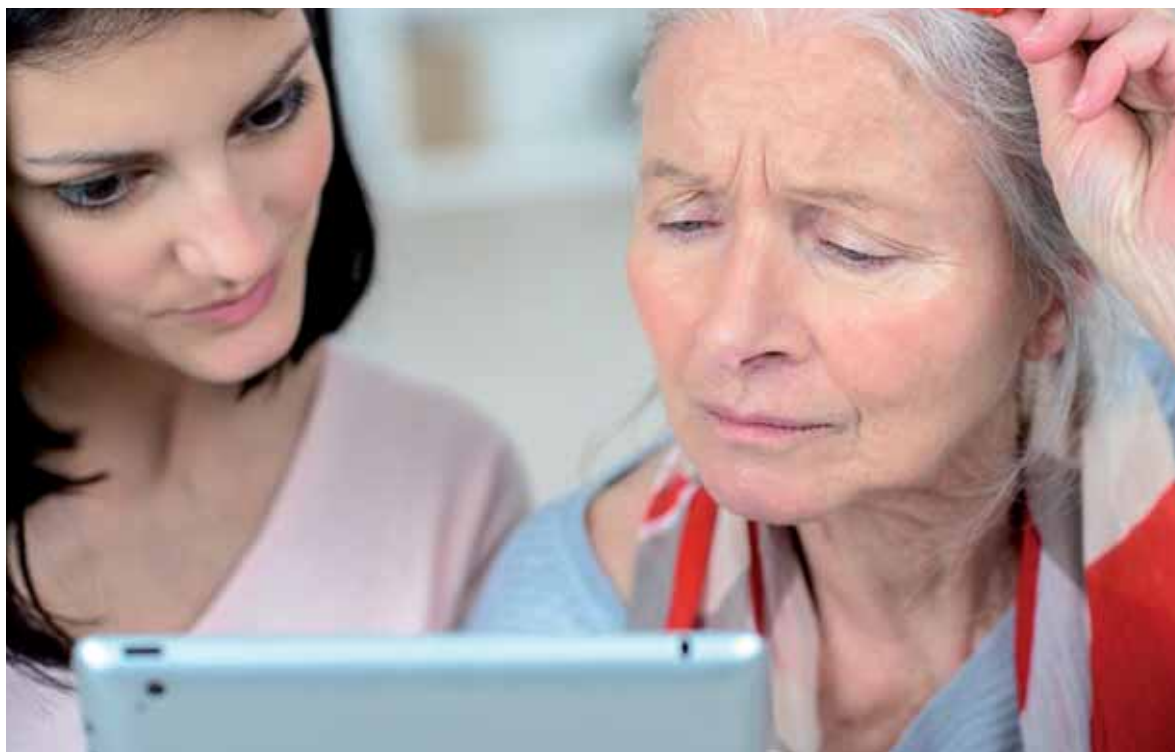
© Christophe Robert / Le Jas

Pour Richard-Pierre Williamson, président de l’ANCClic, “un Clic n’est pas une administration ou un système mais avant tout un dispositif humain”.

témoigne Séverine Houel, responsable du Clic. “Le souhait du département est, à terme, de s’orienter vers une maison départementale de l’autonomie (MDA) pour mieux organiser une porte d’entrée commune aux personnes âgées et aux personnes handicapées”. Parallèlement, le Clic a choisi de s’engager dans un Contrat local de santé (CLS) pour expérimenter l’approche globale de la santé des jeunes et des adolescents, des personnes en situation de précarité ainsi que des personnes âgées. Un projet ambitieux qui repose là encore sur une démarche partenariale locale avec l’ARS, les différentes institutions (Carsat, MSA, CPAM, département...) et les partenaires du territoire.

ENSEMBLE, ON VA PLUS LOIN

Pourtant, cette diversification n’a pas empêché la régression du nombre des Clic. Et ce qui semble aujourd’hui dominer est la volonté des financeurs, en particulier des départements, de vouloir réduire l’autonomie des Clic. Or, “un Clic n’est pas une administration ou un système mais avant tout un dispositif humain, souligne Richard-Pierre



Aujourd'hui, les Clic concernent 15 millions de seniors, 5 millions d'aidants familiaux et 2 millions de professionnels

Williamson, car c'est bien l'action partagée qui fait le vivre ensemble". Selon lui surtout, "internaliser leur activité au sein d'un département, cela revient à s'exposer au risque d'en faire des organisations technico-administratives qui s'éloigneront des autres acteurs locaux". Et si le rôle d'un département doit être d'animer, de coordonner et de vérifier que les moyens alloués sont bien dédiés, il doit savoir laisser à chacun sa place, en bonne intelligence avec toutes les institutions.

En réalité, c'est bien d'un manque de volonté politique, tant au niveau local que national, dont souffrent aujourd'hui les Clic. "Le portage politique est essentiel. Les élus doivent être convaincus de la nécessité d'une réelle coordination des acteurs du social et du médical autour des personnes âgées. Or, ce n'est pas souvent le cas", confirme en ce sens Geneviève Poirier-Coutansais.

C'est en effet d'autant plus regrettable que, selon l'ANCClic, "l'argent est bien là, à la CNSA, avec ses 23 milliards d'euros annuels dont 600 millions sont détournés chaque année pour boucher le trou de la Sécu". Plus précisément, "en reversant 120 millions aux départements les plus en difficulté et déficitaire en Clic (soit 1,2 million par département), on pourrait rétablir l'équité d'accès à ces guichets uniques, territorialisés, dédiés aux seniors", analyse

Journée des Clic

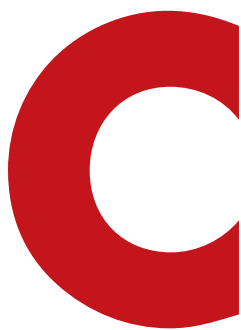
Le 6 juin prochain, l'ANCClic organisera à Paris une journée nationale dédiée au thème "Clic en transition : évolution, innovations, un acteur du parcours". L'occasion de débattre et échanger sur l'état des lieux national des Clic, leurs évolutions dans le cadre des mutations récentes ou encore les Clic de "3^e génération". Une journée organisée avec les Maia, Paerpa, réseaux, PTA, MDA et Conférence des financeurs.

Richard-Pierre Williamson. Son objectif pour demain ? Contribuer à la mise en place de 1 000 Clic à l'horizon 2020, financés par la CNSA, en soutien à la politique des départements, chefs de file de l'action envers les personnes âgées. Un objectif amplement réalisable qui repose surtout sur une nécessaire prise de conscience des responsables politiques. Richard-Pierre Williamson tient à rester aussi déterminé qu'optimiste. "Seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin !", aime-t-il à rappeler. ■

VOULEZ-VOUS SURFER GRAND-MÈRE ?

À l'heure où le numérique et les nouvelles technologies de l'informatique sont omniprésentes dans nos activités professionnelles, sociales et nos loisirs, comment les plus âgés appréhendent-ils cette révolution numérique ? Sont-ils devenus des geeks comme les autres ou, au contraire, l'omniprésence technologique creuse-t-elle le fossé intergénérationnel ? Petit tour d'horizon des usages et des nouveaux outils chez les seniors.

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE



ertes les seniors ne sont pas les plus actifs sur Twitter ou Snapchat. Ils ne se ruent pas non plus sur le dernier iPhone commercialisé. Mais l'époque où les nouvelles technologies étaient terra incognita des plus de 60 ans semble révolue. D'abord parce que le fonction-

nement de ces nouveaux outils n'a cessé de se simplifier et de s'adapter à cette classe d'âge moins technophile. Ensuite parce que la population arrivant aujourd'hui à la retraite est aussi celle qui a vu naître l'informatique. Ces "Silver Surfers" ou "Digital seniors" — comme on les appelle désormais — ne considèrent donc pas l'informatique et ses plus récents dérivés comme des technologies inaccessibles à leur maîtrise.

Et même les moins à l'aise avec ces outils numériques comprennent les bénéfices qu'ils peuvent en tirer, que cela soit pour échanger avec leurs proches via Facebook ou Skype, recevoir des photos, partager leurs connaissances et leurs passions via un blog, surveiller leur santé, entretenir leur mémoire, etc. Au départ, les seniors "n'ont pas eu le choix", explique dans *Le Parisien* Marie-Françoise Fuchs, la présidente du comité scientifique de l'association Old'up. Créée en 2008, cette structure aide les personnes de 70 ans et plus à conserver un rôle civique et sociétal et organise des initiations à l'informatique. "Pour rester utile aujourd'hui dans la société, poursuit Marie-Françoise Fuchs il faut maîtriser un minimum le digital. Sinon, on n'a pas d'information, on perd le lien avec les autres. Bref, on n'a plus qu'à rester chez soi à tricoter !"

LES PAPIS ET MAMIES QUI SURFENT SE SENTENT "MOINS SENIORS"

Une étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie confirme ce phénomène. Ainsi 49 % des seniors considèrent qu'Internet est important pour leur vie sociale et 19 % pensent même que le réseau est "primordial dans leur vie quotidienne". Autre enseignement de l'étude : les personnes âgées de 55 ans et plus qui utilisent Internet et les outils numériques affir-

ment se sentir beaucoup moins "seniors" que ceux du même âge qui ne les maîtrisent pas.

Si, par l'email, Internet reste la porte d'entrée principale des seniors dans le monde du numérique, elle n'est pas la seule. Trois quarts d'entre eux ont déjà entendu parler des objets connectés (montres ou tensiomètres connectés, bracelets de surveillance d'état de santé, capteur d'activité physique, détecteur de chute, médaillon d'assistance...) et près d'un tiers des 50 ans et plus assurent en avoir déjà utilisés.

Est-ce à dire que la fracture générationnelle n'existe plus ? Ce serait aller vite en besogne. "Même si les plus de 70 ans s'équipent peu à peu en nouvelles technologies, une personne sur deux souffre de fracture numérique, tempère l'Observatoire des seniors du groupe Damartex. Ces grands seniors se sentent généralement dépassés ou trouvent l'ordinateur trop compliqué à utiliser."

Ceux qui n'ont pas utilisé l'informatique lorsqu'ils étaient en activité professionnelle ont besoin d'être aidés, accompagnés dans la maîtrise de ces nouvelles technologies. Nombreux sont donc les fabricants

à concevoir des outils et des interfaces qui répondent parfaitement à leurs besoins et leurs capacités à devenir

des usagers du web et des outils 2.0. "Cette fracture tend à disparaître grâce aux entreprises qui adaptent des Technologies de l'Information et de la Communication (TICs) aux Silver", confirme l'observatoire.

DES PRODUITS TOUJOURS MIEUX PENSÉS

Les produits numériques dédiés aux seniors répondent à des attentes et besoins spécifiques en termes de facilité de prise en main et de services rendus. Dans cette famille qui ne cesse de s'agrandir, on pense d'abord bien sûr



Le pilulier s'illumine et sonne à l'heure de chaque prise de médicament.



© Novifin

Connectée, la Smartcane prévient en cas de chute.



© Linkoo
La montre Linkoo Senior fait office de détecteur de chute, de pilulier électronique, de capteur d'activité et peut même passer des coups de téléphone.

à l'ordinateur. La marque Ordissimo propose ainsi des PC prêts à l'emploi (sans maintenance ni installation fastidieuse), mais aussi un clavier simplifié (une touche pour copier, une autre pour coller, par exemple), des souris qui se manipulent à pleine main... Les tablettes ont encore plus le vent en poupe tant leur utilisation est intuitive. L'Ardoiz commercialisée par la Poste ou la Facilotab (voir page 45) proposent des interfaces adaptées aux plus âgés. On trouve aussi désormais des smartphones spécialement pensés pour les aînés. C'est le cas du Doro 8031 commercialisé par la marque leader en Europe des ventes de téléphones simplifiés. L'appareil offre des commandes "explicites" (voir, appeler, envoyer) et il est compatible avec les appareils auditifs, autrement dit aucune "onde" ne viendra interférer lors des appels.

Avec son clapet à touches qui vient se positionner sur une partie de l'écran afin de faciliter la saisie des messages, le smartphone Emporia Smart cible lui aussi les plus âgés. Beaucoup moins basique, le tout nouveau smartphone Ookee n'a, quant à lui, rien à envier aux smartphones classiques. Ici, rien de stigmatisant : ni grosses touches, ni bouton d'alarme, sa différence tient dans l'accès à une assistance téléphonique accessible depuis son écran d'accueil. Le fabricant, français, propose également à ses clients des vidéos et des applications spécifiquement dédiés à l'apprentissage de l'utilisation avancée de son appareil.

Verres connectés pour surveiller l'hydratation des senior dans les Ehpad



© Auxiviva

par réseau mobile, ces piluliers numériques permettent également des échanges d'informations avec les professionnels de santé. Les montres connectées dédiées aux seniors sont des innovations assez récentes mais qui pourraient

trouver leur public tant elles passent

pour de véritables couteaux suisses. Linkoo est un fabricant français d'objets connectés qui s'était déjà illustré avec sa montre pour enfants. Sa Linkoo Seniors cible particulièrement les seniors qui souffrent de troubles de la mémoire, de troubles cognitifs ou de tout autre problème de santé affectant l'autonomie. Elle se présente comme une montre classique, mais est reliée aux réseaux Bluetooth, du Wifi et 3G. Dotée d'un capteur de chute, la montre envoie automatiquement un SOS aux proches en indiquant le lieu de l'accident. Elle peut aussi alerter les aidants si le senior souffrant de la maladie d'Alzheimer dépasse une zone géographique prédéfinie. Capteur d'activité, elle calcule le nombre de pas effectués, la distance parcourue, les calories dépensées... et surveille le rythme cardiaque du porteur. Autre corde à son arc, sa fonction pilulier virtuel qui vibre à l'heure de prendre un traitement. Enfin, cette montre permet aussi de passer et de recevoir des appels téléphoniques auprès de deux numéros prédéfinis. La montre

EN CHIFFRES

- **10,5 millions** des internautes français ont plus de 50 ans (*Observatoire des seniors*)

- **69 %** de 50-60 ans et **56 %** des 61-64 ans ont un ordinateur (*Observatoire des seniors*)

- **50 %** des plus de 65 ans se connectent tous les jours et **43%** sont présents sur les réseaux sociaux (*Baromètre européen de l'Institut du bien-vieillir Korian*)

- **14 heures** c'est le nombre d'heures passées par les seniors français sur le web chaque semaine (*Observatoire Cetelem 2016*)

SANTÉ CONNECTÉE

Autres produits technologiques dédiés aux aînés, les piluliers connectés que proposent les marques Medissimo avec l'IMedipac et Domicom avec son Do-Pill SecuR. Les compartiments de ces piluliers s'illuminent et l'appareil sonne à l'heure de chaque prise de médicaments. En cas d'oubli, les appareils peuvent aussi envoyer un message d'alertes à certaines personnes désignées, aidants professionnels ou familiaux. Connectés à des plateformes de santé

Le smartphone Ookee



Facilotab, quand la tablette est un jeu... d'ânés !

Conçue par François Lerebourg, créateur d'un logiciel de généalogie, la tablette numérique Facilotab est conçue pour les seniors novices en matière d'Internet. La tablette est de marque Archos, Facilotab étant son interface de navigation simplifiée. Commercialisée en version 10 pouces, 11.6 pouces

ou 13 pouces, elle se distingue dès son allumage (sans mot de passe ni déverrouillage) par un écran d'accueil au menu basique. On accède aux fonctions principales (messages, photos et vidéos, jeux, applications, Internet) par de grosses icônes et l'appareil permet aussi de solliciter l'assistance d'un proche qui peut alors contrôler à distance la tablette. Chaque utilisateur bénéficie aussi de 30 minutes d'assistance par l'équipe Facilotab. Les paramètres permettent de choisir entre trois niveaux de simplification ce qui permet d'adapter l'interface aux compétences de chacun. Bien que caché par la surcouche, tout le catalogue d'applications Android reste accessible aux utilisateurs experts. "Concevoir une tablette adaptée aux seniors cela passe aussi par des choses qui ne se voient



© Facilotab

pas immédiatement, mais qui sont très utiles, complète François Lerebourg. Ainsi les photos reçues se rangent-elles dans la Galerie, le clavier peut être en version Azerty ou Abcédinaire, la sensibilité tactile a été limitée pour éviter les fausses manœuvres, lors de la saisie d'un texte, les tremblements sur une case ne multiplient pas les caractères, les pages web sont automatiquement grossies...". La tablette française a déjà conquis plus de 5 000 particuliers et cherche maintenant à séduire les responsables de maisons de retraite, l'appareil pouvant accepter plusieurs comptes personnels. "C'est un merveilleux outil pour le maintien des liens : les résidents peuvent ainsi partager avec leurs familles, leurs proches ou leurs réseaux d'association ou de clubs, explique Virginie Busson adjointe de direction de l'Ehpad Maison du Parc à St-Ouen-l'Aumône. Simple d'utilisation, très intuitive, les personnes âgées oublient rapidement leurs craintes d'être mises en difficultés face à la nouvelle technologie".

Facilotab est commercialisée à partir de 265 euros

www.facilotab.com

Zembro propose quant à elle le même type de services, mais ressemble moins à une "toquante traditionnelle" puisqu'elle adopte le look plus futuriste que l'on connaît déjà pour les bracelets d'activités sportives.

Mais le numérique se déniche aussi dans les objets les plus inattendus. C'est le cas du verre d'eau Auxivia. D'apparence normale, il envoie des informations relatives à l'hydratation de celui qui l'utilise. Ce verre est principalement destiné aux établissements d'accueil des personnes âgées dont les

personnels peuvent ainsi aisément s'assurer de la bonne hydratation des pensionnaires. "Auxivia est actuellement en période d'industrialisation, mais équipe d'ores et déjà des maisons de retraite en test, explique la société. Les premières séries sont actuellement produites et la commercialisation est prévue pour mai 2017".

Enfin, autre objet futuriste surprenant, la canne connectée. Imaginée par une jeune société de Saint-Étienne Nov'in. Cette Smartcane est destinée aux seniors qui ont été victimes d'une

Papyhappy : le numérique collaboratif au service de l'hébergement senior



Lorsqu'il a conçu son site Internet Joachim Tavares n'a surtout pas oublié d'adapter l'ergonomie aux seniors les moins habitués du web. Et pour cause, puisque papyhappy.com est destiné aux personnes à la recherche d'une maison de retraite. Le site se présente comme une "plateforme collaborative et comparative" des logements pour seniors en France. Autrement dit, il s'agit d'un annuaire exhaustif des quelque 11 000 établissements, de la résidence senior aux maisons de retraite médicalisées que peuvent "noter" les internautes. Mais bien plus qu'un gros bottin en ligne, papyhappy.com se veut un véritable guide qui, à la manière des sites de classement des restaurants ou d'hôtels, permet à chacun de donner son avis sur les qualités du lieu en matière d'hébergement, de restauration d'accueil et de service. "Les internautes,

précise Joachim Tavares, peuvent aussi y laisser un avis rédigé plus complet que nous modérons avant publication et ajouter leurs propres photos des lieux. Nous-mêmes nous nous rendons anonymement dans les établissements pour établir notre propre avis".

Pour les seniors et leurs proches, la consultation du site est gratuite, mais papyhappy.com propose un accompagnement personnalisé cette fois payant. "Nous écoutons leurs besoins et leurs envies en matière d'hébergement (présence d'un jardin, restauration confectionnée sur place, animations quotidiennes, etc.) et nous leur trouvons la place dans l'établissement qui leur conviendra, développe Joachim Tavares qui précise avoir été directeur de maison de retraite et d'une clinique de soins de suite avant de se lancer dans la création de cette plateforme. Nous pouvons aussi aller sur place, étudier les lieux, faire des photos, mais aussi épauler nos clients dans leurs démarches administratives ou d'emménagement".

Les maisons de retraite, résidences autonomie ou résidences seniors peuvent, quant à elles, acheter une plus grande visibilité sur le site en enrichissant leurs fiches descriptives par des photos, des argumentaires, des offres commerciales...

Lancé en juillet 2016, mais réellement en activité depuis janvier, le site manque encore un peu de contenus. Mais l'équipe de papyhappy.com visite désormais une centaine d'établissements par mois (essentiellement situé en régions parisienne et Paca pour l'instant) et compte sur la communauté du web pour participer à cet enrichissement.

www.papyhappy.com

chute et qui, depuis, n'osent plus sortir de chez eux. "La canne est équipée d'un accéléromètre et d'un gyroscope pour détecter les mouvements de son utilisateur", explique Vincent Gauchard, cofondateur de Nov'in sur le site usine-digitale.fr. Le système va apprendre et comprendre les habitudes de l'utilisateur pour ensuite pouvoir détecter une situation inhabituelle : réveil tardif,

absence de mouvement. Les proches sont alors informés. Un bouton d'urgence permet aussi de donner l'alerte manuellement. Et nous avons créé un algorithme de détection automatique de chute".

La smartcanne sera mise en vente en septembre 2017, elle préfigure peut-être la vie toujours plus connectée des aînés de demain. ■

Basée à Cahors (Lot), L'Association LAMOUROUS, accompagne depuis plus de 170 ans environ 100 personnes porteuses de handicap. Employant plus de 40 salariés, l'Association gère deux foyers d'hébergement, un SAVS, un accueil de jour avec ou sans hébergement et un ESAT.
L'Association recherche :

SON RESPONSABLE DE L'ESAT (H/F)

MISSIONS PRINCIPALES :

Sous la responsabilité de la Directrice, le responsable de l'ESAT anime et gère une équipe de moniteurs, éducateurs et environ 45 travailleurs. En lien avec les moniteurs, il assure la production des ateliers, organise le travail. Il prospecte et recherche des marchés, établit et analyse les demandes. Dans le cadre d'une délégation, il négocie les devis et les achats nécessaires à la production, et gère les relations techniques et commerciales avec les fournisseurs et les clients.

PROFIL :

Le candidat possède une triple compétence : Technico-commerciale, organisationnelle - managériale et médico-sociale. Il répond à la fois aux exigences techniques des ateliers de production, à leur

équilibre économique et aux exigences d'un milieu de travail protégé et à l'épanouissement des travailleurs de l'ESAT. Vous avez le sens du service et des responsabilités, vous êtes sensible aux problématiques du handicap et disposez de réelles qualités humaines et relationnelles pour travailler en équipe. Vous disposez de compétences dans le domaine de la qualité. Vous maîtrisez et utilisez les outils du pack office (Excel, Word.....).

Poste à pourvoir à durée indéterminée
à temps complet

Rémunération : application de la CCN 66. Statut de Cadre, avec
astreintes.

Adresser lettre de motivation et curriculum vitae à Mme La Directrice, Association Lamourous - 57 cours de la Chartreuse - 46 000 Cahors - Mail : mpmeghelours@orange.fr

Association du secteur médico-social gérant des établissements pour handicapés, des centres de formation professionnelle et des activités d'insertion par le travail recherche pour seconder son Directeur Général :

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS (H/F)

Poste basé 95

VOTRE MISSION :

- Rattaché au Directeur Général de l'Association vous aurez pour responsabilité principale le suivi et le développement de l'ensemble des activités : établissements médico-sociaux et activités commerciales.
- Vous coordonnerez les projets de développement aussi bien dans le secteur marchand que dans celui des établissements.
- Vous participerez activement à la politique de développement des compétences et à l'équilibre financier et budgétaire.

VOTRE PROFIL :

Titulaire d'un niveau 1, vous disposez d'une expérience de management d'établissements médico sociaux dans une fonction de DGA ou de direction de pôle. Votre passé professionnel s'est déroulé dans divers secteurs d'activité (lucratif et commercial/social et médico-social). Votre capacité à gérer des projets et à animer en fonctionnel des équipes multi disciplinaires vous permet de prétendre à un poste transversal de haut niveau et fortement évolutif.

Merci d'adresser votre candidature via le site de notre Conseil : www.mercuriurval.com
- 44 Avenue Georges Pompidou - 92 300 Levallois Perret.